



ERRATUM

**Paritair Comité voor de textielnijverheid en het
breiwerk**

**CCT n° 104529/CO/120
du 30/05/2011**

Correction du texte en français :

- L'article 1^{er} doit être corrigé comme suit : « La présente convention collective de travail s'applique **aux ouvriers occupés sous régime de travail à temps plein dans l'exécution d'un contrat de travail, ainsi qu'aux employeurs et à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières y occupés** qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (SCP 120.01) du Lin (SCP 120.02) et du Jute (SCP 120.03) ».

Décision du

ERRATUM

**Commission paritaire de l'industrie textile et
de la bonneterie**

**CAO nr. 104529/CO/120
van 30/05/2011**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Artikel 1 moet als volgt verbeterd worden :
« La présente convention collective de travail s'applique **aux ouvriers occupés sous régime de travail à temps plein dans l'exécution d'un contrat de travail, ainsi qu'aux employeurs et à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières y occupés** qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (SCP 120.01) du Lin (SCP 120.02) et du Jute (SCP 120.03) ».

Beslissing van

07-09-2015

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 30 MAI 2011
INSTITUANT LA PREPENSION A MI-TEMPS**

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence ;

Vu la convention collective de travail n° 55 du Conseil National du Travail instituant un régime d'indemnisation complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction de leurs prestations de travail à mi-temps ;

Vu l'AR du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps ;

Vu les articles 112 et 113 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures sur la prépension à mi-temps, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, telle que modifiée.

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel ;

Vu l'article 56 de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel ;

Vu la proposition de médiation du 18 avril 2011 de la présidente de la commission paritaire ;

Vu la convention collective de travail nationale générale du 30 mai 2011 ;

IL EST CONVENU ENTRE

ACV-CSC Metea,
FGTB Textile, Vêtement et Diamant
Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

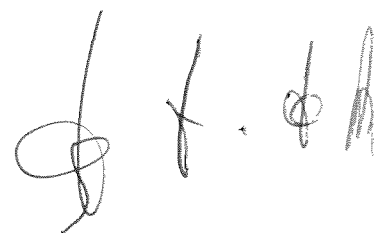
d'une part

ET

FEDUSTRIA, la fédération de l'industrie du textile, du bois et de l'ameublement

d'autre part,

CE QUI SUIT:



I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique *aux ouvriers occupés sous* régime de travail à temps plein *l'exécution d'un contrat de travail,* dans qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception des entreprises *ainsi* et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01) du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03) *qui ont* *employeurs*

Par régime de travail à temps plein, il faut comprendre le régime de travail visé au chapitre III, Temps de travail et de repos, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

II. PORTEE DE LA CONVENTION

Article 2

L'indemnité complémentaire instaurée par la convention collective de travail n° 55 précitée du Conseil National de Travail est accordée aux travailleurs visés à l'article 1^{er}, pour autant qu'au moment où la réduction de leurs prestations prend cours, ils aient atteint l'âge de 56 ans.

Peuvent bénéficier de ce régime, les ouvrier(ère)s qui conviennent avec leur employeur de réduire leurs prestations à mi-temps. Cet accord est constaté par écrit conformément aux dispositions de l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

III. CONDITIONS POUR AVOIR DROIT A L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 3

Les travailleurs visés à l'article 2 de la présente convention ont droit à l'indemnité complémentaire à condition :

- qu'ils bénéficient de l'allocation de chômage prévue pour cette catégorie de travailleurs par la réglementation en matière d'assurance chômage;
- qu'au cours des 12 mois, à calculer de date à date, qui précèdent immédiatement la réduction de leurs prestations de travail, ils aient été au service de la même entreprise, dans un régime de travail à temps plein comme défini à l'article 1^{er} de la présente convention;
- que le nombre d'heures de travail du régime de travail à temps partiel, après réduction, soit, par cycle de travail, égal, en moyenne, à la moitié du nombre d'heures de travail comprises dans un régime de travail à temps plein normal dans l'entreprise.

[Signature]

IV. MONTANT ET PAIEMENT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 4

L'indemnité complémentaire est calculée et adaptée comme indiqué aux articles 5 à 10 de la convention collective de travail n° 55 précitée du Conseil National de Travail.

Article 5

L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 ci-dessus est payée à l'ouvrier par l'employeur. L'employeur peut récupérer le montant de l'indemnité complémentaire auprès du Fonds de Sécurité d'Existence de l'industrie textile et de la bonneterie (ci-après dénommé le Fonds).

Les cotisations patronales spéciales imposées par les dispositions légales et par les arrêtés d'exécution en la matière sont également payées par l'employeur et peuvent également être récupérées auprès du Fonds.

V. PASSAGE VERS LA PREPENSION A TEMPS PLEIN

Article 6

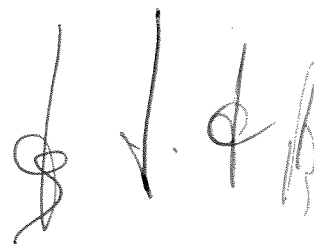
L'ouvrier(ère) concerné(e) a droit à l'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, dans les conditions prévues par les conventions collectives de travail en vigueur dans le cadre de la prépension à temps plein dans l'industrie textile et de la bonneterie, c'est-à-dire à la date du licenciement, pour autant qu'il(elle) ait atteint à ce moment l'âge requis pour la prépension à temps plein.

S(i)'il(elle) n'a pas atteint l'âge de la prépension à temps plein au moment du licenciement, le préavis ne peut prendre cours que le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il(elle) a atteint cet âge.

Article 7

Dans le cas où l'ouvrier(ère) peut bénéficier des dispositions de l'article 6, l'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, est calculée comme s(i)'il(elle) n'avait pas réduit ses prestations de travail.

A cet effet, la rémunération brute du travailleur afférente à ses prestations à mi-temps, est multipliée par deux.



VI. DISPOSITIONS FINALES

Article 8

Les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente convention sont fixées par le conseil d'administration du Fonds. Ces directives administratives émanant du conseil d'administration du Fonds doivent être respectées par l'employeur.

Article 9

Les difficultés d'interprétation générale de la présente convention collective de travail sont réglées par le conseil d'administration du Fonds par référence à et dans l'esprit de la convention collective de travail n° 55 du Conseil National du Travail.

Article 10

La présente convention est d'application pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus.

Article 11

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Gand, le 30 mai 2011

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 MEI 2011
TOT INSTELLING VAN HET HALFTIJD BRUGPENSIOEN**

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van de Nationale Arbeidsraad tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, ingeval van halvering van de arbeidsprestaties;

Gelet op het K.B. van 30 juli 1994 betreffende het halftijds brugpensioen;

Gelet op de artikelen 112 en 113 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen met betrekking tot het halftijds brugpensioen met toepassing van artikel 7, paragraaf 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, zoals gewijzigd;

Gelet op de artikelen 33 en 34 van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord;

Gelet op artikel 56 van de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de Regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord;

Gelet op het bemiddelingsvoorstel van 18 april 2011 van de voorzitter van het paritair comité;

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2011;

WORDT TUSSEN

ACV-CSC Metea
ABVV Textiel, Kleding en Diamant
Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

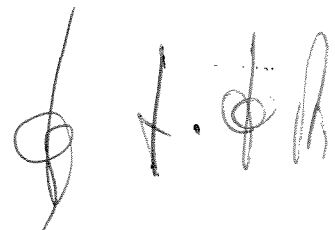
enerzijds,

EN

FEDUSTRIA, de federatie van de textiel, hout en meubelindustrie

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:



I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werklieden die in een voltijdse arbeidsregeling zijn tewerkgesteld ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst, alsook op de werkgevers die hen tewerkstellen en onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de ondernemingen en de erin tewerkgestelde werklieden die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

Onder voltijdse arbeidsregeling moet worden verstaan, de arbeidsregeling bedoeld in hoofdstuk III, arbeids- en rusttijden, van de arbeidswet van 16 maart 1971.

II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 2

De aanvullende vergoeding ingesteld door de hierboven vermelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van de Nationale Arbeidsraad wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde werklieden op voorwaarde dat zij op het ogenblik van de vermindering van hun arbeidsprestaties de leeftijd van 56 jaar hebben bereikt.

Voor deze regeling komen in aanmerking de werklieden die met hun werkgever een akkoord bereiken om hun arbeidsprestaties te halveren. Dit akkoord wordt schriftelijk vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 11bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

III. VOORWAARDEN OM RECHT TE HEBBEN OP DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 3

De in artikel 2 van deze overeenkomst genoemde werklieden hebben recht op de aanvullende vergoeding op voorwaarde dat:

- zij de werkloosheidsuitkering genieten waarin de reglementering inzake werkloosheidsverzekering voor deze categorie van werknemers voorziet;
- zij tijdens de 12 maanden - te rekenen van datum tot datum - die onmiddellijk voorafgaan aan de vermindering van hun arbeidsprestaties, bij dezelfde onderneming hebben gewerkt in een voltijdse arbeidsregeling, zoals bepaald in artikel 1 van deze overeenkomst;

- het aantal uren van de deeltijdse arbeidsregeling, na vermindering, per arbeids-cyclus gemiddeld gelijk is aan de helft van het aantal uren van een normale vol-tijdse arbeidsregeling in de onderneming.

IV. BEDRAG EN BETALING VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 4

De aanvullende vergoeding wordt berekend en aangepast zoals bepaald in de artikelen 5 tot en met 10 van de voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 5

De aanvullende vergoeding, bedoeld in artikel 4 hiervoor, wordt door de werkgever aan de arbeider betaald. De werkgever kan het bedrag van de aanvullende vergoeding bij het Fonds voor Bestaanszekerheid van de Textielnijverheid en het Breiwerk (hierna het Fonds genoemd) terugvorderen.

De bijzondere werkgeversbijdragen opgelegd door de wettelijke bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten ter zake, worden eveneens door de werkgever betaald en kunnen eveneens bij het voornoemde Fonds worden teruggevorderd.

V. OVERGANG NAAR HET VOLTIJDS BRUGPENSIOEN

Artikel 6

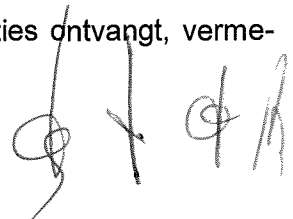
De betrokken arbeider heeft recht op de aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers indien zij worden ontslagen, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld door de geldende collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het kader van het voltijds brugpensioen in de textielnijverheid en het breiwerk, d.w.z. op de datum van het ontslag, indien hij op dat ogenblik de leeftijd van het voltijds brugpensioen bereikt.

Indien hij op het ogenblik van het ontslag de leeftijd van het voltijds brugpensioen niet heeft bereikt, kan de opzegging pas ingaan op de eerste dag van de maand volgend op die tijdens dewelke hij die leeftijd heeft bereikt.

Artikel 7

Ingeval de arbeider de bepalingen van artikel 6 kan genieten, wordt de aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers indien zij worden ontslagen, berekend alsof hij zijn arbeidsprestaties niet heeft verminderd.

Daartoe wordt het brutoloon dat de arbeider voor zijn halftijdse prestaties ontvangt, vermenigvuldigd met twee.



VI. EINDBEPALINGEN

Artikel 8

De administratieve formaliteiten nodig voor de uitvoering van onderhavige overeenkomst worden door de Raad van Beheer van het Fonds vastgesteld. De administratieve richtlijnen van de Raad van Beheer van het Fonds moeten door de werkgever nageleefd worden.

Artikel 9

De algemene interpretatiemoeilijkheden van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst worden door de Raad van Beheer van het Fonds beslecht in de geest van en refererend naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 10

Deze overeenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012.

Artikel 11

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Gent op 30 mei 2011